

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud - CS16326
44263 Nantes cedex 2

Nantes, le 11/01/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/01/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LOIRE ENTREPOTS TRANSPORT

9 rue de l'Industrie

ZA du Haut Coin

44140 AIGREFEUILLE SUR MAINE

Références : N2-2020-0020 _ Rapport _ publiable

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/01/2022 dans l'établissement LOIRE ENTREPOTS TRANSPORT implanté 9 rue de l'Industrie ZA du Haut Coin 44140 AIGREFEUILLE SUR MAINE. L'inspection a été annoncée le 09/09/2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOIRE ENTREPOTS TRANSPORT
- 9 rue de l'Industrie ZA du Haut Coin 44140 AIGREFEUILLE SUR MAINE
- Code AIOT dans GUN : 0006308909
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seuil bas

La société exploite à Aigrefeuille-sur-Maine un dépôt de bouteilles de gaz inflammable liquéfié. Ses activités sont réglementées par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 12 septembre 2019 et du 11 octobre 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le respect, par sondages, des prescriptions des arrêtés préfectoraux complémentaires du 12 septembre 2019 et du 11 octobre 2021.

- le respect, par sondages, des prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 4718 de la nomenclature des installations classées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Ecoulement accidentel- Constat visite du 13/09/2018	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 2.11.	/	

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Accès à l'installation	Arrêté Préfectoral du 12/09/2019, article 2.3.2.	/	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Zones de dangers - Constat visite du 13/09/2018	Arrêté Préfectoral du 11/10/2021, article 2.1.	/	
Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 11/10/2021, article 3.1.	/	
Surveillance de l'installation-Constat visite du 13/09/2018	AP Complémentaire du 12/09/2019, article 2.3.1	/	
Consignes d'exploitation-Constat visite du 13/09/2018	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 4.8.	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, que :

- les zones de dangers sont identifiées et matérialisées au sol;
- l'organisation des stockages est conforme aux prescriptions réglementaires;
- des actions sont en cours pour la mise en place des dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement;
- le dépôt est clôturé et surveillé;
- des consignes de sécurité et d'exploitation sont rédigées.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Zones de dangers - Constat visite du 13/09/2018

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2021, article 2.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Zones de dangers
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.
Constats : Suite à la visite, le plan relatif aux zones de dangers a été complété pour intégrer la zone de stationnement des camions. Ces zones de dangers (îlots de stockage et zone de stationnement) sont matérialisées au sol.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Organisation des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2021, article 3.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation des stockages
Prescription contrôlée : Informations relatives à l'organisation des stockages sensibles et non communicables au public.
Constats : L'organisation des îlots de stockages respecte les dispositions réglementaires applicables.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Ecoulement accidentel-Constatact visit du 13/09/2018

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 2.11.
Thème(s) : Risques chroniques, Ecoulement accidentel
Prescription contrôlée : Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site l'écoulement accidentel de gaz liquéfié. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.
Constatact : Suite à la visite, le règlement général de sécurité et d'exploitation a été complété pour intégrer des dispositions sur les pollutions éventuelles. Un tapis obturateur en caoutchouc est disposé à côté du regard de l'aire de stockage. Un second tapis obturateur est stocké dans les bureaux. Deux regards sont présents au niveau de la zone de stationnement. Positionner des tapis obturateurs à côté de ces deux regards pour une mise en œuvre rapide. Un protocole relatif à la mise en place de ces obturateurs a été rédigé mais il n'a pas été affiché. Afficher le protocole et faire une information au personnel.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : -

Nom du point de contrôle : Surveillance de l'installation-Constataste du 13/09/2018

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/09/2019, article 2.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : Informations relatives à la surveillance de l'installation sensibles et non communicables au public. L'exploitant définit une procédure à mettre en œuvre en cas de départ de feu sur l'installation. Celle-ci contient notamment : <ul style="list-style-type: none">- la ou les personnes compétentes chargées d'effectuer les opérations nécessaires à la mise en sécurité des installations ;- les modalités d'appel de ces personnes compétentes ;- les modalités d'appel et d'accueil des secours extérieurs au regard des informations disponibles et après levée de doute. Le service d'incendie et de secours peut, au regard des caractéristiques de l'installation (dimensions, configuration, dispositions constructives...) ainsi que des matières stockées (nature, quantités, mode de stockage...), être confronté à une impossibilité opérationnelle de limiter la propagation d'un incendie ;- les modalités de déclenchement d'un dispositif sonore permettant l'alerte du voisinage.
Constats : Une surveillance de l'installation est mise en place conformément à l'article 2.3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12/09/2019. Le 06/12/2021, l'exploitant a transmis la procédure "Conduite à tenir en cas de sinistre ou d'alarme" mise à jour le 22/07/2021. celle-ci mentionne : <ul style="list-style-type: none">- les actions à tenir en cas de sinistre ou d'alarme ;- les coordonnées des personnes à prévenir. Cette procédure est complétée par le règlement général de sécurité et d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Accès à l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2019, article 2.3.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Accès à l'installation
Prescription contrôlée : Informations relatives au contrôle de l'accès à l'installation sensibles et non communicables au public.
Constats : L'aire de stockage est clôturée. Une procédure d'inspection des véhicules est rédigée. Non conformité constatée confidentielle, non communicable au public
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : -

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 4.8.
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : <p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien....) font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- les modes opératoires ;- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;- les instructions de maintenance et de nettoyage ;- les conditions de conservation et de stockage des produits ;- la fréquence de vérification des dispositifs de rétention ;- le maintien dans l'atelier de fabrication de matières dangereuses ou combustibles des seules quantités nécessaires au fonctionnement de l'installation ;- la fréquence de contrôles de l'étanchéité et de l'attachement des réservoirs ;- la fréquence de vérification des dispositifs de rétention. <p>Une consigne définit les modalités mises en œuvre, tant au niveau des équipements que de l'organisation, pour respecter à tout instant la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation, déclarée par l'exploitant et inscrite sur le récépissé de déclaration.</p> <p>Une autre consigne définit les modalités d'enregistrements des données permettant de démontrer a posteriori que cette quantité a été respectée à tout instant.</p>
Constats : <p>Le 06/12/2021, l'exploitant a transmis le règlement général de sécurité et d'exploitation mis à jour le 22/07/2021. Celui-ci mentionne notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- les contrôles et les fréquences des dispositions de sécurité ;- la circulation et le stationnement des véhicules extérieurs ;- les signalisation mise en place ;- les mesures de prévention des accidents, des incendie et des explosions ;- les mesures de prévention des fuites de GPL ;- les mesures de préventions des pollutions. <p>Des consignes sont remises aux chauffeurs pour le chargement et le déchargement des bouteilles. Pour chaque nouveau chauffeur, le chef de dépôt l'accompagne pour lui expliquer les consignes.</p> <p>La définition des points de contrôle est affichée.</p> <p>Le plan des stockages est annexé au règlement général de sécurité et d'exploitation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite